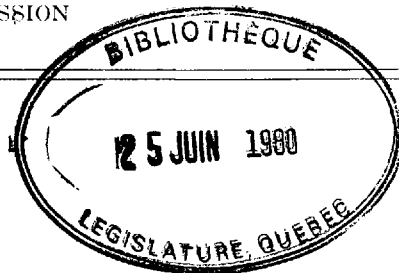


# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION



## AVANT-PROJET

Loi sur l'Assemblée nationale

M. CLÉMENT RICHARD

Président de l'Assemblée nationale

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 0



# **AVANT-PROJET**

## **Loi sur l'Assemblée nationale**

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

### **CHAPITRE I**

#### **ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT**

##### **SECTION I**

###### **COMPOSITION, DURÉE, ET POUVOIRS**

**1.** L'Assemblée nationale se compose des députés élus pour chacune des circonscriptions établie conformément à la Loi sur la représentation électorale (1979, c. 57).

**2.** L'Assemblée exerce, avec le lieutenant-gouverneur, le pouvoir législatif.

**3.** L'Assemblée a un pouvoir de surveillance sur tout acte de l'exécutif.

**4.** Le Conseil exécutif et ses membres sont responsables devant l'Assemblée.

**5.** Une nouvelle législature commence à chaque élection générale et dure cinq ans à compter de la publication, après cette élection, de l'avis visé dans l'article 134 de la Loi électorale (1979, c. 56).

**6.** Le lieutenant-gouverneur peut dissoudre l'Assemblée avant l'expiration des cinq ans visés dans l'article 5, s'il le juge à propos, conformément aux usages constitutionnels.

**7.** Le lieutenant-gouverneur convoque l'Assemblée, la pro-roge et la dissout.

**8.** L'Assemblée se réunit à la date indiquée dans la proclamation de la convocation pour l'expédition de ses affaires.

**9.** L'Assemblée siège dans la capitale; en cas de nécessité, elle peut siéger à tout endroit au Québec.

**10.** Lorsque l'Assemblée a ajourné ses travaux, ceux-ci reprennent à la date et à l'heure fixées lors de l'ajournement.

Toutefois, à la demande du premier ministre, le président ou le secrétaire général convoque l'Assemblée par les moyens qu'il juge les plus efficaces pour la date et l'heure que le premier ministre indique et qui peuvent être différentes de celles fixées lors de l'ajournement; en cas d'urgence ou en raison de circonstances exceptionnelles, cette date peut être un jour férié.

**11.** Le quorum de l'Assemblée ou de sa commission plénière est du quart de ses membres, y compris le président.

Lorsqu'une commission de l'Assemblée siège, le quorum de l'Assemblée ou de sa commission plénière est du sixième de ses membres, y compris le président.

**12.** L'Assemblée établit les règles de sa procédure et est seule compétente pour les faire observer.

## SECTION II

### LES COMMISSIONS

**13.** L'Assemblée nationale peut constituer une ou plusieurs commissions, composées de députés, chargées d'étudier un projet de loi, les crédits et toute question relevant de la compétence qui leur est attribuée par l'Assemblée.

Elle doit constituer une commission de l'Assemblée nationale qui s'occupe de toute question que l'Assemblée lui soumet ou qui n'a pas été confié spécifiquement à une autre commission et qui exerce toute autre fonction que la présente loi lui attribue.

**14.** Une commission peut former des sous-commissions composées de quelques-uns de ses membres.

**15.** Une commission ou une sous-commission peuvent siéger en dehors des sessions avec les mêmes pouvoirs que lorsque l'Assemblée siège.

Elles peuvent siéger à tout endroit au Québec.

## SECTION III

## LES DÉPUTÉS

**16.** Un député peut siéger à l'Assemblée nationale dès que l'avis de son élection a été publié à la *Gazette officielle du Québec* par le directeur général des élections et qu'il a prêté le serment requis.

**17.** Un député peut de vive voix démissionner de son siège à l'Assemblée ou le faire par un écrit adressé au président ou au secrétaire général de l'Assemblée.

Si la démission a été faite par écrit, le président en informe l'Assemblée à sa prochaine séance.

**18.** Le siège d'un député à l'Assemblée devient vacant à la suite du décès de ce député, de sa démission, de sa candidature à une élection fédérale, de sa nomination au Sénat, s'il perd les qualités requises par la Loi électorale pour son éligibilité, ainsi que dans les cas où la présente loi le rend inhabile à siéger.

## SECTION IV

## LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

**19.** À sa première séance après une élection générale, l'Assemblée nationale doit, avant d'expédier quelque affaire, élire un président et deux vice-présidents parmi les députés.

**20.** Le président de l'Assemblée a pour fonctions parlementaires:

1° d'ouvrir et de clore les séances de l'Assemblée;

2° de présider les séances de l'Assemblée, d'y maintenir l'ordre et de veiller à l'application et à l'interprétation des règles de procédure;

3° de mettre les propositions en délibération, les questions aux voix et de proclamer le résultat des votes;

4° de représenter l'Assemblée et d'en signer les documents;

5° d'exercer les pouvoirs nécessaires à ses fonctions et au maintien des privilèges de l'Assemblée.

**21.** En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, un vice-président le remplace et exerce ses fonctions parlementaires.

**22.** En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président et des vice-présidents, le secrétaire général de l'Assemblée en avise l'Assemblée qui désigne un député pour les remplacer temporairement.

**23.** Si la fonction de président devient vacante, le secrétaire général en informe l'Assemblée qui ne peut expédier aucune affaire avant d'avoir élu un président.

## SECTION V

### LES ADJOINTS PARLEMENTAIRES

**24.** Le gouvernement peut nommer, parmi les députés, un adjoint parlementaire à un ministre pour assister celui-ci dans l'exercice de ses fonctions.

Le nombre d'adjoints parlementaires ne doit toutefois pas excéder douze.

**25.** L'adjoint parlementaire peut représenter ce ministre à l'Assemblée nationale en son absence et, notamment, le remplacer lors de la présentation ou de l'étude d'un projet de loi et répondre aux questions adressées au ministre ou en prendre avis en son nom.

## SECTION VI

### LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

**26.** Sur proposition du premier ministre, l'Assemblée nationale nomme un secrétaire général et un ou plusieurs secrétaires généraux adjoints et elle peut attribuer à ces derniers par leur acte de nomination, le rang et les privilèges d'un sous-ministre adjoint.

**27.** Le secrétaire général de l'Assemblée a pour fonctions:

- 1° de présider l'Assemblée tant qu'un président n'est pas élu;
- 2° de rédiger le feuillet et le procès-verbal;
- 3° de certifier les documents de l'Assemblée;
- 4° de garder les documents et les archives de l'Assemblée et de ses services;
- 5° d'exécuter les ordres de l'Assemblée;
- 6° de veiller à la publication du Journal des Débats;

7° d'accomplir toutes les autres fonctions nécessaires au bon fonctionnement de l'Assemblée.

**28.** En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du secrétaire général, le secrétaire général adjoint désigné par le président le remplace et exerce ses fonctions.

## CHAPITRE II

### LES LOIS

**29.** L'Assemblée nationale adopte les projets de loi; le lieutenant-gouverneur les sanctionne.

**30.** Un projet de loi ne peut être présenté que par un membre du Conseil exécutif, après recommandation du lieutenant-gouverneur, lorsqu'il a pour objet l'engagement de deniers publics, l'imposition d'une charge sur les contribuables, la remise d'une somme due à l'État ou la concession de biens appartenant à l'État.

**31.** Sous réserve de l'article 30, tout député peut présenter un projet de loi.

**32.** La formule introductive d'un projet de loi est la suivante:

«L'Assemblée nationale du Québec décrète ce qui suit:».

**33.** Le secrétaire général de l'Assemblée inscrit au début de chaque loi la date de la sanction.

**34.** Dès qu'une loi est sanctionnée, le secrétaire général doit en fournir une copie certifiée à l'éditeur officiel du Québec, qui est tenu d'en faire l'impression.

**35.** À moins qu'elle ne contienne une disposition contraire, une loi entre en vigueur le dixième jour après sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

**36.** Le secrétaire général a la garde des originaux des lois.

**37.** Au cas de perte ou de destruction d'un original, le secrétaire général peut lui substituer une copie qu'il certifie conforme et cette copie a la même valeur que l'original.

**38.** Une copie d'une loi certifiée par le secrétaire général ou le texte de cette loi publié par l'éditeur officiel du Québec est authentique et fait preuve de son contenu.

## CHAPITRE III

### L'INDÉPENDANCE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### SECTION I

##### LES DROITS, PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

**39.** L'Assemblée nationale a le pouvoir de protéger ses travaux contre toute ingérence.

**40.** Les députés jouissent d'une entière indépendance dans l'exercice de leurs fonctions.

**41.** Aucune poursuite judiciaire ne peut être intentée contre un député et celui-ci ne peut être arrêté, ni emprisonné en raison des paroles prononcées, des écrits déposés, ou des actes accomplis par lui dans l'exercice de ses fonctions à l'Assemblée ou à l'une de ses commissions.

**42.** Une personne qui cite ou autrement diffuse de façon intégrale un extrait des délibérations de l'Assemblée ou de ses commissions ne peut être l'objet d'une poursuite judiciaire en raison de ce fait.

**43.** Une personne qui rend compte des délibérations de l'Assemblée ou de ses commissions ne peut être l'objet d'une poursuite judiciaire en raison de ce fait pourvu que les faits soient rapportés exactement et de bonne foi.

**44.** Si des poursuites judiciaires sont intentées en raison de la publication des délibérations de l'Assemblée ou de ses commissions, une copie conforme d'un document écrit ou audio-visuel, certifiée par le secrétaire-général de l'Assemblée, est admise comme preuve.

**45.** L'Assemblée ou une de ses commissions peut assigner et contraindre toute personne à comparaître devant elle ou à y produire toute pièce qu'elle juge nécessaire à ses actes, enquêtes ou délibérations.

Le président de l'Assemblée ou d'une commission peut demander à toute personne de prêter serment ou de faire l'affirmation solennelle de dire la vérité.



**46.** Aucune poursuite judiciaire ne peut être intentée contre une personne agissant sous l'autorité de l'Assemblée nationale ou d'une commission.

**47.** Le témoignage d'une personne devant une commission de l'Assemblée ne peut être retenu contre elle devant un tribunal, sauf en cas de parjure.

**48.** Les membres du personnel de l'Assemblée sont exempts d'agir comme jurés.

**49.** Le président de l'Assemblée nationale peut exempter un membre du personnel de l'Assemblée de comparaître comme témoin devant un tribunal, lorsque ses services sont indispensables au bon fonctionnement de l'Assemblée.

**50.** Un député ne peut être arrêté pour outrage au tribunal durant une session de l'Assemblée.

**51.** Un député ou une autre personne qui abuse des privilèges que la présente loi lui confère commet une infraction.

**52.** Quiconque porte atteinte aux droits de l'Assemblée nationale commet une infraction.

Constitue notamment une atteinte aux droits de l'Assemblée le fait de:

1° refuser d'obéir à un ordre de l'Assemblée ou d'une de ses commissions;

2° rendre de faux témoignages devant l'Assemblée ou l'une de ses commissions;

3° présenter à l'Assemblée ou à l'une de ses commissions quelque document faux, dans le dessein de tromper;

4° contrefaire, falsifier ou altérer tout document de l'Assemblée ou de l'une de ses commissions ou tout document présenté ou produit devant elles, dans le dessein de tromper;

5° créer des désordres susceptibles de troubler le cours des débats parlementaires;

6° user de la force ou menacer d'en user ou exercer des moyens de pression pour faire annuler ou suspendre une séance;

7° attaquer, gêner, rudoyer, insulter ou menacer un député ou un membre du personnel de l'Assemblée dans l'exercice de leurs fonctions;

8° proférer des injures ou publier des écrits diffamatoires à l'adresse d'un député, pendant la session;

9° corrompre ou chercher à corrompre un député;

10° essayer d'influencer le vote, l'opinion, le jugement ou l'action du député par fraude, menace ou intimidation;

11° suborner, tenter de suborner ou menacer une personne au sujet du témoignage qu'elle doit rendre devant l'Assemblée ou l'une de ses commissions;

12° entreprendre malicieusement à l'endroit d'un député une procédure ou poser un acte à l'encontre d'une immunité parlementaire dont il bénéficie.

**53.** La personne chargée d'exécuter un mandat de l'Assemblée ou d'une de ses commissions peut requérir l'assistance de tout agent de la paix ou de toute autre personne; et le refus ou le défaut de fournir l'assistance requise constitue une violation des droits de l'Assemblée.

## SECTION II

### LES FONCTIONS INCOMPATIBLES

**54.** Un député qui se porte candidat à une élection fédérale ou qui est nommé au Sénat cesse d'être député et ne peut siéger à l'Assemblée nationale.

**55.** L'exercice d'une fonction élective dans une municipalité ou une commission scolaire est incompatible avec le mandat de député.

**56.** L'exercice d'un mandat confié par le gouvernement ou l'un de ses membres, sauf celui d'adjoint parlementaire, est incompatible avec le mandat de député, à moins que l'Assemblée n'y ait consenti.

**57.** Il y a incompatibilité entre le mandat de député et le fait:

1° d'occuper une fonction ou d'exercer un mandat d'une nature permanente ou temporaire, auquel est rattaché une rémunération ou un avantage venant du gouvernement du Québec, de l'un de ses ministères ou d'un organisme ou d'une corporation dont l'Assemblée nationale, le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres, dont le personnel est nommé et rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique (1978, c. 15) ou dont le capital-actions provient, pour plus de la moitié, du fonds consolidé du revenu;

2° d'occuper une fonction ou d'exercer un mandat auquel est rattaché une rémunération ou un avantage venant du gouver-

nement du Canada, sauf pour les Forces armées en cas de guerre, ou du gouvernement d'une autre province du Canada;

3° d'exercer des fonctions rémunérées pour un État étranger ou une organisation internationale.

Toutefois, il n'y a aucune incompatibilité entre la fonction de député et le fait d'être membre du Conseil exécutif.

**58.** Les indemnités, allocations ou autres sommes payées en vertu de la présente loi aux membres de l'Assemblée nationale ainsi que celles payées en vertu de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18) aux membres du Conseil exécutif ne créent pas une situation d'incompatibilité non plus que les allocations pour déplacements et les remboursements de frais de voyages ni que la fourniture d'un logement au premier ministre et au président de l'Assemblée nationale.

**59.** Un député qui, lors de son élection, se trouve dans une situation d'incompatibilité doit, avant son assermentation, se démettre de l'occupation incompatible avec son mandat.

**60.** Si une occupation incompatible avec la fonction parlementaire échoit à un député au cours de son mandat, celui-ci doit se démettre de l'une ou de l'autre dans un délai de quinze jours.

Entre-temps, il ne peut siéger ni voter en qualité de député.

**61.** Lorsqu'un député se trouve dans un cas d'incompatibilité visé dans la présente section ou ne régularise pas sa situation dans le délai imparti, la commission de l'Assemblée nationale constate l'incompatibilité et fait rapport à l'Assemblée.

Dès que l'Assemblée adopte un tel rapport, le député est démissionnaire.

### SECTION III

#### LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

##### SOUS-SECTION I

##### LES SITUATIONS CONFLICTUELLES

**62.** Dans la présente sous-section, on entend par «organisme public» un organisme ou une corporation dont l'Assemblée nationale, le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres, dont le personnel est nommé et rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique (1978, c. 15) ou dont le capital-actions provient, pour plus de la moitié, du fonds consolidé du revenu.

**63.** Un député doit éviter de se placer dans une situation où son intérêt personnel peut influencer ou paraître influencer sur l'exercice de ses fonctions.

**64.** Un député doit s'abstenir de prendre part aux délibérations et de voter sur toute matière soumise à la considération de l'Assemblée nationale ou de l'une de ses commissions, lorsqu'il a un intérêt personnel ou pécuniaire distinct de celui de l'ensemble des députés ou de la population.

**65.** Un député ne peut solliciter ou recevoir une rémunération ou un avantage dans des circonstances telles qu'on peut raisonnablement conclure que cette rémunération ou avantage sont destinés à influencer l'accomplissement de ses devoirs officiels ou constituent une récompense pour une chose qu'il a faite ou omise ou qu'il devait faire ou omettre en sa qualité officielle.

**66.** Quiconque exerce sa profession avec un député ne peut donner un avis concernant un projet de loi, plaider devant une des commissions de l'Assemblée, ou appuyer ou repousser de quelque manière que ce soit devant une de ses commissions un projet de loi, une proposition, une pétition ou autre matière soumise à la considération d'une commission de l'Assemblée.

**67.** Un député ne peut se servir, à son avantage personnel ou pécuniaire ou à celui de quiconque, d'informations obtenues en sa qualité officielle ou dans le cours de ses fonctions officielles, qui ne sont pas accessibles au public.

**68.** Un député ne peut, directement ou indirectement, participer à un marché avec le gouvernement, un de ses ministères ou un organisme public.

**69.** Malgré l'article 68, rien n'empêche un député :

1° de bénéficier d'un prêt, d'un remboursement, d'une subvention ou d'un autre avantage offert à toute personne ou à une catégorie de personnes en conformité d'une loi, d'un règlement ou d'un programme, par le gouvernement, un de ses ministères ou un organisme public;

2° d'acquérir des titres ou obligations généralement émis par le gouvernement ou un organisme public à des conditions identiques pour tous;

3° de recevoir du gouvernement ou d'un organisme public des compensations qui peuvent être accordées en vertu d'une loi, y compris en raison d'un délit ou d'un quasi-délit;

4° d'exercer son occupation dans une institution subventionnée à même les fonds publics.

**70.** Le président de l'Assemblée nationale ne peut être administrateur d'une corporation de caractère commercial, industriel ou financier, si cette corporation fait affaires avec le gouvernement du Québec ou est assujettie à la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3).

Une personne qui enfreint les dispositions du présent article est inhabile à siéger et à voter comme député à l'Assemblée nationale durant deux ans.

**71.** Un député peut réclamer et recevoir une rémunération ou un bénéfice résultant d'un marché mentionné à l'article 68 lorsque ce marché a été conclu et exécuté avant son élection.

**72.** Lorsque, pour l'exécution de travaux publics, le gouvernement, un de ses ministères ou un organisme public doit acquérir un immeuble appartenant en totalité ou en partie à un député ou un droit réel affectant cet immeuble, l'indemnité doit être fixée par le Tribunal de l'expropriation.

**73.** Un député peut, dans l'exercice régulier d'une activité professionnelle ou d'affaires, recevoir de son client une rémunération à laquelle il a droit même si le gouvernement, un organisme public ou une institution subventionnée à même les fonds publics paie, en totalité ou en partie, les sommes dues, pourvu que le client ne soit ni le gouvernement, ni un tel organisme ou ni une telle institution subventionnée.

**74.** Un député qui, lors de son élection, est placé dans une situation de conflits d'intérêts doit, avant son assermentation, mettre fin à cette situation.

**75.** Lorsqu'un député est placé dans une situation de conflits d'intérêts, suite à l'effet d'une loi, à un mariage ou à l'acceptation d'une donation, d'un legs ou d'une charge d'exécuteur testamentaire, il doit mettre fin à cette situation au plus tard dans les six mois.

**76.** Lorsqu'un député est placé à son insu ou contre sa volonté dans une situation de conflits d'intérêt, une défense fondée sur la bonne foi peut être accueillie.

## SOUS-SECTION II

## L'AVIS CONSULTATIF

**77.** Sur proposition du premier ministre, l'Assemblée nationale nomme, à l'approbation des deux tiers de ses membres, un juriconsulte, qui ne doit pas être un député, chargé de fournir à un député qui en fait la demande un avis consultatif écrit et motivé sur la conformité d'un acte ou d'une omission avec les dispositions concernant les conflits d'intérêts.

**78.** Le personnel nécessaire au juriconsulte est nommé et rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique (1978, c. 13).

**79.** Le juriconsulte doit donner son avis dans les trente jours suivant une demande visée dans l'article 77.

**80.** Le juriconsulte demeure en fonction à la dissolution de l'Assemblée nationale jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé.

**81.** Le Bureau de l'Assemblée nationale détermine, s'il y a lieu, la rémunération du juriconsulte.

**82.** Le juriconsulte doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, remettre au président de l'Assemblée nationale un rapport de ses activités pour l'année précédente, comprenant un résumé des avis donnés.

Le président dépose ce rapport devant l'Assemblée si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

**83.** Un député ne commet pas une infraction pour un acte ou une omission s'il a antérieurement fait une demande et reçu un avis déclarant que cet acte ou cette omission n'enfreint pas les dispositions concernant les conflits d'intérêts, pourvu que les faits allégués au soutien de sa demande aient été présentés de façon exacte et complète.

## SOUS-SECTION III

## LES PLAINTES

**84.** Tout député peut porter devant l'Assemblée une plainte reprochant à un député d'être dans une situation de conflit d'intérêts. La commission de l'Assemblée nationale examine la plainte.

**85.** Si la plainte est portée contre un membre de la commission de l'Assemblée, celui-ci ne peut participer à la décision de la commission.

**86.** La commission de l'Assemblée communique au député une copie de la plainte portée contre lui et peut requérir de lui des explications.

**87.** La commission de l'Assemblée rend une décision écrite et motivée, et en fait parvenir une copie au plaignant et au député qui fait l'objet de la plainte.

Un rapport de la commission est soumis à l'Assemblée nationale.

## CHAPITRE IV

### L'ADMINISTRATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### SECTION I

##### LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

**88.** Un Bureau de l'Assemblée nationale est institué.

**89.** Le Bureau se compose du président de l'Assemblée nationale, qui en est le président, et de sept autres députés.

**90.** Les membres du Bureau autres que le président sont désignés dans les quinze jours du début de chaque session par les députés de chaque parti et parmi eux selon la répartition suivante:

1° quatre du parti gouvernemental;

2° trois des partis d'opposition dont au moins deux de l'Opposition officielle et un d'un autre parti d'opposition ayant obtenu le plus grand nombre de sièges ou, au cas d'égalité entre partis, de celui qui a obtenu le plus grand nombre de votes valides.

Chaque parti désigne aussi le même nombre de députés comme membres suppléants, chacun d'eux pouvant agir à la place d'un membre absent ou incapable d'agir.

Chaque parti communique au président de l'Assemblée les noms des membres et des membres suppléants désignés et le président en informe l'Assemblée.

À défaut par un parti de procéder à ces nominations ou dans le cas où la composition de l'Assemblée ne permet pas l'applica-

tion des alinéas précédents, le président désigne lui-même les députés qui compléteront la formation du Bureau.

**91.** En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, un vice-président de l'Assemblée le remplace.

**92.** Un vice-président peut participer sans droit de vote aux travaux du Bureau.

**93.** Le quorum du Bureau est de quatre membres dont le président. En cas de partage égal des voix, le président dispose d'une voix prépondérante.

**94.** Le Bureau établit les règles de sa procédure.

**95.** Le secrétaire général de l'Assemblée nationale agit comme secrétaire du Bureau. En cas d'absence du secrétaire général, le Bureau désigne un secrétaire général adjoint pour le remplacer.

**96.** Le Bureau a pour fonctions d'exercer un contrôle sur l'administration générale des services de l'Assemblée nationale et, notamment:

1° d'approuver les prévisions budgétaires de l'Assemblée nationale;

2° d'approuver le plan d'organisation administrative des services de l'Assemblée;

3° d'approuver les règles applicables aux membres du personnel;

4° d'approuver les plans d'aménagement et d'utilisation des ressources physiques et de l'équipement;

5° d'établir les règles gouvernant les dépenses de l'Assemblée;

6° d'établir les modalités d'impression et de distribution des projets de loi et des lois;

7° de fixer la période de paiement des indemnités, allocations et pensions des députés;

8° d'exercer toute fonction que lui confie l'Assemblée ou la présente loi.

**97.** Le Bureau exerce ses pouvoirs dans le cadre des lois, règlements et règles applicables à la gestion des ministères.

Le Bureau peut toutefois, avec l'autorisation du gouvernement, y déroger par règlement en indiquant spécifiquement les



dispositions auxquelles il est dérogé et les dispositions qui s'appliqueront en leur lieu et place. Ce règlement doit être approuvé par la commission de l'Assemblée nationale.

**98.** Le Bureau établit, par règlement, les conditions, barèmes et modalités de paiement aux députés:

1° des allocations pour déplacements et des dépenses de voyage;

2° des dépenses pour la location, dans la circonscription électorale du député, d'un local pour recevoir ses électeurs;

3° du traitement d'un secrétaire dans la circonscription électorale;

4° des dépenses pour le logement, dans la ville de Québec ou dans son voisinage immédiat, d'un député autre que le premier ministre, qui a sa résidence principale à l'extérieur de la ville de Québec ou d'une circonscription contiguë à cette ville;

5° des frais de communications;

6° d'une allocation de présence aux membres et intervenants d'une commission ou d'une sous-commission de l'Assemblée nationale lorsqu'une telle commission ou sous-commission tient une séance sans que l'Assemblée en tienne une au cours de la même semaine.

L'allocation de présence n'est toutefois pas payée au député qui reçoit une indemnité additionnelle en vertu de la présente loi.

**99.** Le Bureau peut par règlement:

1° établir un mode d'attestation de la présence du député à l'Assemblée et à ses commissions;

2° déterminer les conditions dans lesquelles des montants peuvent être déduits de l'indemnité parlementaire en raison de l'absence d'un député de l'Assemblée ou d'une de ses commissions dont il est membre.

**100.** Le Bureau détermine, par règlement, les sommes que peuvent recevoir les partis représentés à l'Assemblée nationale pour fins de recherche ainsi que les conditions et les modalités de leur versement.

**101.** Le Bureau donne son avis sur toute question se rapportant à l'administration de l'Assemblée nationale que le président lui soumet.

## SECTION II

## LES SERVICES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

**102.** Le président de l'Assemblée nationale, ci-après appelé «le chef de l'administration», dirige et administre les services de l'Assemblée nationale.

**103.** En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du chef de l'administration, un vice-président de l'Assemblée le remplace.

**104.** Le chef de l'administration peut confier une partie de ses responsabilités administratives à un vice-président; ce dernier jouit à cet égard des mêmes pouvoirs et a les mêmes devoirs que ceux du chef de l'administration.

**105.** Sous la direction du chef de l'administration, le secrétaire général de l'Assemblée nationale a la surveillance des membres du personnel de l'Assemblée, en administre les affaires courantes et exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le Bureau de l'Assemblée.

Les ordres du secrétaire général doivent être exécutés de la même manière que ceux du chef de l'administration; son autorité est celle du chef de l'administration et sa signature officielle donne force et autorité à tout document du ressort des services de l'Assemblée.

**106.** Le personnel de l'Assemblée est nommé et rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique (1978, c. 15).

Le secrétaire général exerce, à l'égard de ce personnel, les pouvoirs que la Loi sur la fonction publique attribue au sous-ministre.

**107.** Les devoirs respectifs des membres du personnel de l'Assemblée, non expressément définis par la Loi ou par le Bureau, sont déterminés par le chef de l'administration.

**108.** Aucun acte, document ou écrit n'engage l'Assemblée ni ne peut être attribué au chef de l'administration, s'il n'est signé par lui, par le secrétaire général ou par un autre fonctionnaire, mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du Bureau.

Le Bureau peut toutefois permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

Le Bureau peut également permettre qu'un fac-similé de la signature soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine. Dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même si le document est contresigné par une personne autorisée par le chef de l'administration.

Toute copie d'un document faisant partie des archives des services de l'Assemblée nationale certifiée conforme par une personne autorisée à signer ce document selon le premier alinéa est authentique et a la même valeur que l'original.

**109.** Lors d'une dissolution de l'Assemblée, le président et les vice-présidents demeurent en fonction jusqu'au jour fixé par proclamation pour l'expédition des affaires de l'Assemblée, s'ils sont réélus.

**110.** Le président de l'Assemblée peut conclure toute entente avec un ministère pour faciliter l'exécution de la présente loi.

**111.** Dans les six mois suivant la fin de chaque exercice financier, le président dépose à l'Assemblée nationale un rapport des activités des services de l'Assemblée pour cet exercice.

### SECTION III

#### DISPOSITIONS FINANCIÈRES

**112.** Le président de l'Assemblée prépare chaque année un projet de prévisions budgétaires des services de l'Assemblée nationale.

**113.** Le Bureau de l'Assemblée approuve ces prévisions avec ou sans modification.

Ces prévisions sont ensuite transmises au ministre des finances.

**114.** Le ministre des finances inscrit ces prévisions budgétaires dans le budget général, avec ou sans modification.

**115.** Le Bureau peut, avec l'autorisation du gouvernement, exercer à l'égard des services de l'Assemblée une partie ou la totalité des pouvoirs que les articles 25, 33, 40, 45 et 51 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6) attribuent au Conseil du trésor.

**116.** Le Bureau peut modifier une division des crédits apparaissant aux prévisions budgétaires et en faire une subdivision.

**117.** Le Bureau peut autoriser un virement budgétaire, avec l'approbation de la commission de l'Assemblée nationale.

**118.** Le Bureau établit les règles concernant les dépenses de l'Assemblée.

## CHAPITRE V

### LES INDEMNITÉS, ALLOCATIONS ET PENSIONS DES DÉPUTÉS

#### SECTION I

##### LES INDEMNITÉS

**119.** Il est accordé à chaque député une indemnité annuelle de \$21,000.

À compter de l'année 1975, l'indemnité visée dans le premier alinéa est, pour chaque année, égale au montant de l'indemnité pour l'année précédente multiplié par le salaire de base pour l'année précédente et divisé par le salaire de base pour l'année antérieure à cette dernière.

Le salaire de base pour une année est la moyenne arithmétique des traitements et salaires hebdomadaires pour l'ensemble des activités économiques au Canada, tels que les publie Statistique Canada en vertu de la Loi sur la statistique, pour chacun des 12 mois de la période se terminant avec le mois de juin de l'année. Ces traitements et salaires, pour chacune des deux années précédant celle pour laquelle l'indemnité est calculée, sont ceux apparaissant dans la première publication de Statistique Canada contenant ceux pour le mois de juin précédant immédiatement l'année pour laquelle l'indemnité est calculée.

Lorsque le produit du calcul selon le premier alinéa n'est pas un multiple de \$100, le montant de l'indemnité annuelle est porté au plus proche multiple de \$100.

L'indemnité annuelle ne peut être inférieure à celle de l'année précédente. Elle ne peut toutefois lui être supérieure de plus de 6%.

**120.** Aux fins de l'indemnité et des allocations, une personne est censée être devenu député à l'Assemblée nationale le jour fixé la dernière fois pour l'élection d'un député à l'Assemblée pour la circonscription électorale qu'elle représente.

Aux fins de l'indemnité et des allocations, une personne qui immédiatement avant une dissolution de l'Assemblée y était

député est censée continuer de l'être jusqu'à la date des élections générales suivantes.

**121.** Le versement d'une pension du gouvernement du Québec ou d'un de ses organismes cesse pendant que le bénéficiaire a droit à une indemnité de session.

Toutefois, si l'indemnité de session, avec l'indemnité additionnelle s'il y a lieu, est inférieure au montant de la pension, le bénéficiaire continue à recevoir la différence.

Le présent article ne s'applique pas dans les cas prévus à l'article 137 de la présente loi ou à l'article 105 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16).

**122.** En outre de l'allocation visée dans l'article 127, il est aussi accordé à tout député, pour l'indemniser des dépenses qu'il encourt pour les fins d'une mission officielle qu'il a accepté d'accomplir à la demande du Bureau de l'Assemblée, une allocation qui lui est versée aux conditions et selon les barèmes qui sont établis par le Bureau.

Aucune allocation ne peut être accordée en vertu de la présente disposition aux députés qui sont membres du Conseil exécutif.

**123.** En outre de l'indemnité et de l'allocation visées dans les articles 119 et 127,

1° le président de l'Assemblée nationale reçoit annuellement, à ce titre, une allocation égale au produit de l'indemnité visée dans l'article 119 par 90;

2° chacun des vice-présidents reçoit annuellement, à ce titre, une allocation égale au produit de l'indemnité visée dans l'article 119 par .40.

**124.** En outre de l'indemnité et de l'allocation visées dans les articles 119 et 127, l'adjoint parlementaire reçoit une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée dans l'article 119 par .20.

**125.** En outre de l'indemnité et de l'allocation visées dans les articles 119 et 127, il est accordé au député qui occupe le poste reconnu de chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée dans l'article 119 par .90.

**126.** En outre de l'indemnité et de l'allocation visées dans les articles 119 et 127, il est accordé:

1° au député qui occupe le poste reconnu de leader parlementaire de l'opposition officielle, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée dans l'article 119 par .35.

2° au député autre que celui visé dans l'article 125, qui dirige, à l'Assemblée nationale, un parti de l'opposition:

a) qui à la dernière élection générale a fait élire au moins douze députés ou

b) dont l'effectif reconnu à cette Assemblée comprend moins de douze députés mais qui, d'après le recensement officiel des votes donnés dans l'ensemble du Québec aux dernières élections générales a obtenu vingt pour cent des votes valides donnés ou

c) qui était représenté, suivant les sous-paragraphe *a* ou *b*, lors de la législature précédente, une indemnité égale au produit de l'indemnité visée dans l'article 119 par .35;

3° au député autre que celui visé dans paragraphe 1°, qui occupe le poste de leader parlementaire d'un parti visé dans le paragraphe 2°, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visé dans l'article 119 par .30;

4° au député qui occupe le poste reconnu de whip en chef du gouvernement à l'Assemblée nationale, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée dans l'article 119 par .35;

5° au député qui occupe le poste reconnu de whip en chef de l'opposition officielle, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée dans l'article 119 par .20;

6° au député qui occupe le poste du whip d'un parti visé dans le paragraphe 2°, de whip adjoint du gouvernement, de whip adjoint de l'opposition officielle, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée dans l'article 119 par .15. Aux fins du présent paragraphe, le gouvernement et l'opposition officielle ont droit à un nombre de whips adjoints égal aux multiples de vingt députés en sus de vingt, et un parti visé dans le paragraphe 2° a droit à un whip, les fractions de vingt n'étant pas comptées aux fins du présent article;

7° au député nommé pour agir comme président d'une des commissions de l'Assemblée, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée dans l'article 119 par .10.

**127.** Il est accordé à chaque député une allocation annuelle de \$7,500 pour frais de représentation.

**128.** Le ministre des finances est autorisé à payer, à l'acquit de tout député, une partie du coût des primes payables aux fins d'un plan d'assurance collective sur la vie des députés, selon que détermine le Bureau de l'Assemblée.

**129.** Le président de l'Assemblée communique à l'Assemblée toute disposition adoptée en vertu de l'article 128 au plus tard le quinzième jour au cours duquel siège l'Assemblée après son adoption.

## SECTION II

### L'ALLOCATION DE DÉPART

**130.** Une personne qui cesse d'être député continue de recevoir, à titre d'allocation de départ, le versement de son indemnité pour une période de trois mois; cette période est allongée d'un mois additionnel pour chaque année en sus de deux années pendant laquelle la personne a été député, mais ne doit pas excéder six mois.

Le versement de cette indemnité cesse toutefois:

1° au décès du bénéficiaire;

2° si une pension de député est payable au bénéficiaire;

3° si le bénéficiaire occupe une fonction à laquelle est rattachée une rémunération payée par le gouvernement ou par un de ses organismes;

ou

4° si le bénéficiaire est de nouveau député.

**131.** Un député dont le siège devient vacant à la suite d'une infraction à la présente loi n'a droit à aucune allocation de départ.

## SECTION III

### LES PENSIONS

**132.** Dans la présente section, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

1° «député»: une personne qui était député à l'Assemblée nationale le 1<sup>er</sup> janvier 1958 ou qui l'est devenue après cette date ou qui ayant été membre du Conseil législatif après cette date est devenue député;

2° «indemnité»: l'indemnité payable aux députés pour les sessions de l'Assemblée, mais ne comprend pas les sommes accordées à titre de frais de représentation.

Dans le cas des membres du Conseil exécutif, du président, des vice-présidents de l'Assemblée, du chef de l'opposition offi-

cielle, de chaque député auquel s'applique le paragraphe 2° de l'article 126, des adjoints parlementaires, du leader parlementaire de l'opposition officielle ou d'un parti visé au paragraphe 2° de l'article 126, du whip en chef du gouvernement et du whip en chef de l'opposition officielle, du whip de tout parti visé au paragraphe 2° de l'article 126, d'un whip adjoint ou d'un député nommé pour agir comme président d'une des commissions de l'Assemblée, le mot «indemnité» comprend aussi, si le titulaire de la fonction en exprime le désir par avis adressé au ministre des finances, l'indemnité supplémentaire qu'il reçoit à ce titre particulier, ou une partie de cette indemnité, pour une période spécifiée ou pour un temps indéterminé, à compter de la session indiquée audit avis. Il peut en tout temps par la suite, au moyen d'un semblable avis, renoncer pour l'avenir à l'addition de cette indemnité supplémentaire à celle qu'il reçoit comme député, pour fin de calcul de ses contributions.

**133.** Un système de pensions de retraite est constitué, sur une base contributive, pour les députés.

Ce système de pension ne s'applique pas à un député qui donne au ministre des finances avis de son intention de ne pas participer au plan de pension. Cet avis peut être donné par un député en tout temps après son assermentation.

**134.** Aux fins du système de pensions constitué par l'article 133, chaque député fournit, sous forme de retenue sur son indemnité, une contribution équivalente à huit pour cent de cette indemnité.

Cette contribution est prélevée proportionnellement sur chaque versement d'indemnité.

Un député qui a été membre du Parlement du Canada et qui n'a pas droit à une allocation de retraite en vertu de la Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement (Statuts révisés du Canada, 1970, chapitre M-10) peut, tant qu'il est député, augmenter la contribution prévue au premier alinéa en versant un montant n'excédant pas ses contributions au régime d'allocations de retraite prévu à la Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement.

**135.** Ces contributions sont insaisissables et sont versées au fonds consolidé du revenu, mais elles doivent être portées, dans un compte distinct, au crédit de celui qui les a fournies.

**136.** Sous réserve de l'article 138, une personne qui cesse d'être député après en avoir exercé le mandat pendant au moins soixante mois et qui a été député au cours de deux législatures



reçoit, sa vie durant, par versements égaux et mensuels, une pension annuelle équivalente à un pourcentage du montant total de ses contributions variant selon le nombre de mois pendant lequel elle a été ainsi député, de la façon suivante:

60 mois	46.875 %
61 mois	47.65625%
62 mois	48.4375 %
63 mois	49.21875%
64 mois	50.00 %
65 mois	50.78125%
66 mois	51.5625 %
67 mois	52.34375%
68 mois	53.125 %
69 mois	53.90625%
70 mois	54.6875 %
71 mois	55.46875%
72 mois	56.25 %
73 mois	57.03125%
74 mois	57.8125 %
75 mois	58.59375%
76 mois	59.375 %
77 mois	60.15625%
78 mois	60.9375 %
79 mois	61.71875%
80 mois	62.5 %
81 mois	63.28125%
82 mois	64.0625 %
83 mois	64.84375%
84 mois	65.625 %
85 mois	66.40625%
86 mois	67.1875 %
87 mois	67.96875%
88 mois	68.75 %
89 mois	69.53125%
90 mois	70.3125 %
91 mois	71.09375%
92 mois	71.875 %
93 mois	72.65625%
94 mois	73.4375 %
95 mois	74.21875%
96 mois	75. %

Aux fins du présent article, une session tenue avant le 1<sup>er</sup> septembre 1965 est comptée comme douze mois et le nombre de mois pendant lesquels un député a contribué au régime d'allocations de retraite des membres du Parlement du Canada s'ajoute au nombre de moins pendant lesquels il a été député.

**137.** La pension est incessible; elle est également insaisissable, sauf à l'égard du créancier d'une pension alimentaire.

**138.** Aucune pension ne doit excéder annuellement le montant de l'indemnité, sans déduction pour cause d'absence, payable aux députés pour la dernière session de plus de trente jours ou de la dernière année précédant la mise à la retraite du bénéficiaire, y compris, le cas échéant, l'indemnité supplémentaire visée dans le second alinéa de l'article 132, et dès que le montant total de ses contributions est suffisant pour lui donner droit aux maximum de pension prévu par le présent article, le député cesse d'en fournir.

Dans le cas d'un député qui a cessé de remplir l'une des fonctions énumérées dans le second alinéa de l'article 132, l'indemnité supplémentaire prévue au présent article est le montant annuel de l'indemnité la plus élevée qu'il a reçue comme titulaire de sa fonction en n'importe quel temps ou au cours de n'importe quelle session auparavant.

**139.** Aux fins de la présente section, une personne ne cesse pas d'être député du seul fait de la dissolution de l'Assemblée, mais elle cesse de l'être à compter du jour fixé pour l'élection générale qui suit cette dissolution, si elle n'est pas réélue.

**140.** Un député qui, avant d'avoir droit de recevoir une pension en vertu de l'article 136, cesse d'être député a droit au retrait de ses contributions.

Aux fins du présent article, une session tenue avant le 1<sup>er</sup> septembre 1965 est comptée comme un an.

**141.** Un député dont le siège est devenu vacant à la suite d'une infraction à la présente loi n'a droit qu'au remboursement de ses contributions.

Un député trouvé coupable de trahison ou d'un acte criminel commis pendant la durée de son mandat et visé à la partie III ou à la partie VII du Code criminel ou de conspiration pour commettre un tel acte, perd tout droit à la pension prévue à la présente loi et n'a droit qu'au remboursement prévu au premier alinéa, déduction faite de tous versements de pension qu'il a pu toucher avant sa condamnation.

**142.** Une personne qui a cessé d'être député à l'Assemblée et qui est par la suite élue député a droit de racheter et de faire compter pour fins de pension, en totalité ou en partie, les années pendant lesquelles elle a été député à l'Assemblée, en donnant un avis à cet effet au ministre des finances et en versant au fonds consolidé du revenu un montant égal aux contributions qu'elle aurait dû fournir pour ces années.

Au cas où elle a retiré des contributions qu'elle avait fournies pour les années qu'elle désire racheter, elle doit aussi payer au ministre des finances un intérêt au taux légal depuis leur retrait.

Cet avis doit être donné suivant une formule fournie ou approuvée par le ministre des finances, au plus tard douze mois après que cette personne a été élue député.

Tout député élu avant le 11 juillet 1963 a droit de faire compter, pour fins de pension, en totalité ou en partie, les années antérieures au 21 février 1958 pendant lesquelles il a exercé le mandat de député, en donnant à cet effet au ministre des finances l'avis prévu au présent article et en versant au fonds consolidé du revenu un montant égal aux contributions qu'il aurait dû fournir si les dispositions de la présente loi avaient alors été applicables.

Cet avis doit être donné au plus tard douze mois après la date à laquelle le bénéficiaire aura cessé d'être député.

Quand le nombre d'années antérieures qu'un député désire faire compter excède quatre, le montant des contributions est réparti en versements annuels, égaux et consécutifs n'excédant pas cinq, si le député en fait la demande dans son avis.

**143.** Un député a droit de faire ajouter au montant total de ses contributions pour chaque année antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1970 pendant laquelle il a été député, un montant n'excédant pas deux pour cent de l'indemnité qui lui a été versée pour chacune de ces années.

Un député qui désire se prévaloir du premier alinéa doit donner un avis à cet effet au ministre des finances et verser au fonds consolidé du revenu, dans l'année qui suit, les montants qu'il désire faire ajouter à ses contributions; cet avis doit être donné, par une personne qui est député à l'Assemblée nationale le 1<sup>er</sup> janvier 1970, avant le 1<sup>er</sup> avril 1970, et par une personne qui le devient par la suite, dans les trois mois de son élection.

Le paiement de tout montant en vertu du présent article peut toutefois être réparti en versements annuels égaux et consécutifs n'excédant pas cinq, si le député en fait la demande dans son avis, avec intérêt au taux égal, depuis la date de l'avis.

Aux fins du présent article, le mot «député» signifie une personne qui est député à l'Assemblée nationale le 1<sup>er</sup> janvier 1970 ou qui le devient par la suite.

**144.** Le versement d'une pension cesse pendant que le bénéficiaire exerce de nouveau le mandat de député.

**145.** Le versement d'une pension cesse pour la période où le bénéficiaire occupe une fonction à laquelle est rattachée une rémunération payée par le gouvernement ou par un de ses organismes.

**146.** Lorsqu'une pension devient payable à un député, à son conjoint ou à ses enfants avant que ce député ait acquitté les contributions qu'il doit, cette pension est calculée sur le montant des contributions qu'il a payées, à moins que le solde n'en soit payé dans les soixante jours qui suivent ou, le cas échéant, par versements conformément à l'avis mentionné à l'article 142 et, le cas échéant, à l'article 143.

**147.** 1° Sous réserve de l'article 146, le conjoint survivant non divorcé d'un ancien député qui bénéficiait d'une pension de député ou qui y avait droit mais qui est décédé avant d'avoir commencé à la recevoir, a droit, à compter du décès de celui-ci, sa vie durant, à une pension égale à cinquante pour cent de celle que son conjoint recevait ou avait droit de recevoir; ce conjoint survivant a aussi droit de recevoir 10% de cette pension de son conjoint pour chaque enfant de cet ancien député qui est à la charge de ce conjoint survivant et qui est âgé de moins de dix-huit ans ou, s'il fréquente assidûment une institution d'enseignement, qui est âgé de moins de vingt et un ans, mais il ne peut ainsi recevoir plus de 40% de cette pension pour l'ensemble de ces enfants à sa charge.

Si le conjoint survivant décède, ou si cet ancien député décède alors que son conjoint l'a précédé ou que son mariage avait été dissout par divorce, chacun des enfants de cet ancien député âgés de moins de dix-huit ans ou, s'ils fréquentent assidûment une institution d'enseignement, âgés de moins de vingt et un ans, a droit de recevoir 20% de la pension que l'ancien député recevait ou avait droit de recevoir, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de dix-huit ans, ou s'il fréquente assidûment une institution d'enseignement, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de vingt et un ans; toutefois, il peut être versé à l'ensemble de ces enfants plus de 80% de cette pension.

2° Sous réserve de l'article 146, le conjoint survivant non divorcé d'un député qui décède durant son mandat reçoit, sa vie durant, par versements égaux et mensuels, une pension annuelle égale à trente-sept et demi pour cent du montant total des contributions de son conjoint; il a aussi droit de recevoir 7.5% du montant total des contributions de son conjoint pour chaque enfant du député qui est à la charge de ce conjoint survivant et qui est âgé de moins de dix-huit ans ou, s'il fréquente assidûment une institution d'enseignement, qui est âgé de moins de vingt et un ans, mais il ne peut ainsi recevoir plus de 30% du montant total de ces contributions pour l'ensemble de ces enfants à sa charge.

Si le conjoint décède, ou si le député décède alors que son conjoint l'a précédé ou que son mariage avait été dissout par divorce, chacun des enfants du député âgés de moins de dix-huit ans ou, s'ils fréquentent assidûment une institution d'enseignement, âgés de moins de vingt et un ans, a droit de recevoir 15% du montant total des contributions du député jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de dix-huit ans ou, s'il fréquente assidûment une institution d'enseignement, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de vingt et un ans; toutefois, il ne peut être versé à l'ensemble de ces enfants plus de 60% du montant total des contributions du député.

Aux fins des paragraphes 1° et 2° du présent article, les expressions «enfant à charge» et «institution d'enseignement» ont le sens qui leur est donné par règlement du Bureau de l'Assemblée nationale.

**148.** Le montant de toute pension doit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969, être ajusté annuellement de la manière et à l'époque prescrites conformément à l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) pour l'ajustement des prestations payables en vertu de ladite loi, de telle sorte que le montant payable pour un mois d'une année subséquente soit égal au produit obtenu en multipliant le montant qui aurait été autrement payable pour le mois par la proportion que représente l'indice des rentes pour cette année subséquente par rapport à l'indice des rentes pour l'année qui la précède.

**149.** Un député en fonction le 1<sup>er</sup> février 1960 peut cesser de participer à ce système de pensions de retraite en donnant, en tout temps après cette date, au ministre des finances, avis de son intention de n'y plus participer.

À compter de la date de la réception de cet avis par le ministre, la présente section cesse d'être applicable à ce député et il a droit au remboursement de ses contributions.

Si le député n'a, avant cet avis, versé aucune contribution à ce système de pensions, la présente section est considérée comme ne lui ayant jamais été appliquée.

**150.** Si les montants versés à titre de pension à un ancien député ainsi qu'au conjoint survivant et aux enfants d'un député ou d'un ancien député est inférieur au montant des contributions versées par cette personne, la différence est payée sans intérêt à sa succession, en un seul versement, dès qu'ont cessé les versements de cette pension à la dernière personne qui y avait droit.

## CHAPITRE VI

## DISPOSITIONS PÉNALES

**151.** Quiconque contrevient à une disposition de la section I du chapitre III commet une infraction et est passible d'un emprisonnement, d'une amende, ou des deux à la fois, selon que détermine l'Assemblée nationale.

**152.** Un député qui contrevient à une disposition de la section II du chapitre III commet une infraction et est passible d'une amende de mille dollars pour chaque jour qu'il siège ou vote alors qu'il est en situation d'incompatibilité, et il doit restituer les indemnités, allocations ou autres sommes qu'il a reçues comme député à l'Assemblée nationale pendant qu'a duré cette situation.

**153.** Un député qui contrevient à une disposition de la section III du chapitre III commet une infraction et est passible, sans égard aux poursuites dont il peut être l'objet devant les tribunaux, d'une ou de plusieurs des sanctions suivantes, que décide l'Assemblée nationale:

1° la réprimande;

2° l'amende;

3° le remboursement des profits illicites réalisés à l'encontre de la présente loi;

4° le remboursement de l'indemnité parlementaire et des indemnités additionnelles pour la période au cours de laquelle a duré l'infraction;

5° le remboursement au gouvernement de tout profit retiré d'une participation à un marché illicite ou de toute rémunération reçue dans l'exercice d'une fonction occupée à l'encontre de la présente loi;

6° la suspension temporaire, sans indemnité parlementaire;

ou

7° la perte de son siège de député.

**154.** L'Assemblée nationale ou, selon le cas, la commission de l'Assemblée ont pleine compétence pour juger les infractions à la présente loi et pour faire exécuter les sanctions prescrites.

**155.** Dans les cas où l'Assemblée impose à une personne le versement d'une somme d'argent pour une infraction à la présente loi, elle peut, à défaut de paiement, faire homologuer la

décision par un tribunal et cette décision devient exécutoire comme un jugement de ce tribunal.

## CHAPITRE VII

### LE BUREAU DE L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

**156.** Le gouvernement nomme l'éditeur officiel du Québec.

L'éditeur officiel du Québec et les membres de son personnel sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (1978, c. 15).

**157.** L'éditeur officiel du Québec et les membres de son personnel sont des membres du personnel de l'Assemblée nationale.

Ils forment un bureau appelé «Bureau de l'éditeur officiel du Québec». L'article 9 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18) s'applique à ce Bureau comme s'il s'agissait d'un service sous le contrôle d'un membre du Conseil exécutif.

**158.** L'éditeur officiel du Québec imprime et publie, ou fait imprimer et publier, pour le gouvernement:

1° les lois du Québec;

2° un journal officiel connu sous le nom de *Gazette officielle du Québec*;

3° les documents et annonces dont le gouvernement requiert l'impression ou la publication.

L'éditeur officiel du Québec est chargé de la vente des publications du gouvernement et en fixe le prix.

Sous réserve de la Loi sur le cinéma, l'éditeur officiel peut vendre des documents photographiques ou audio-visuels produits par les ministères du gouvernement et par des organismes du gouvernement.

**159.** Les annonces, avis et documents dont la loi exige la publication sont publiés à la *Gazette officielle du Québec*, à moins que la loi ne prescrive un autre mode de publication.

**160.** Le gouvernement prescrit les conditions de la publication de la *Gazette officielle du Québec*, et désigne les corps publics, fonctionnaires et personnes à qui elle doit être envoyée.

Il établit un tarif des sommes exigibles relativement aux avis, annonces et documents qui y sont publiés. Il fixe aussi le prix d'abonnement à la *Gazette officielle du Québec*.

**161.** Les revenus de l'éditeur officiel du Québec, le mode par lequel il les perçoit, la comptabilité qu'il doit en tenir et généralement les conditions auxquelles se font les impressions et autres ouvrages requis, sont réglés par le gouvernement.

**162.** Les publications à la *Gazette officielle du Québec* ainsi que les copies de documents officiels, proclamations et annonces imprimés par l'éditeur officiel du Québec, pour le gouvernement, sont authentiques.

**163.** Le premier ministre dépose devant l'Assemblée nationale, dans les quinze jours de l'ouverture de chaque session, copies de tous les décrets faits depuis le début de la session précédente en vertu du présent chapitre.

## CHAPITRE VIII

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**164.** La présente loi remplace la Loi sur la Législature (L.R.Q., c. L-1).

**165.** Les députés en fonction au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi continuent d'être députés à l'Assemblée nationale.

De même, le secrétaire général, les secrétaires généraux adjoints, les titulaires de fonctions parlementaires ou administratives et les membres du personnel de l'Assemblée conservent le même statut, comme s'il leur avait été conféré en vertu de la présente loi.

**166.** Le règlement de l'Assemblée nationale, tout règlement sessionnel, ainsi que toute résolution, décision ou ordre des commissaires nommés en vertu des articles 41 et 82 de la Loi sur la Législature demeurent en vigueur en autant qu'ils sont conformes aux dispositions de la présente loi jusqu'à ce qu'ils soient abrogés, remplacés ou modifiés conformément à la présente loi.

**167.** Le président dépose à l'Assemblée les règlements adoptés en vertu de la présente loi.

**168.** Les articles 2, 4, 5, 14, 16, 28 à 30, 32 et 37 de la Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16) sont abrogés.

**169.** L'article 2 du Code civil est modifié par la suppression du second alinéa.



**170.** Les employés de la Bibliothèque de la Législature deviennent sans autre formalité membres du personnel de l'Assemblée.

**171.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises à même les fonds consolidé du revenu.

**172.** L'article 118 de la Loi sur la fonction publique (1978, c. 15) est remplacé par le suivant:

«**118.** Le directeur et les autres membres du personnel d'un cabinet sont recrutés, nommés et rémunérés suivant les normes et les barèmes fixés par le Conseil du trésor, lequel établit notamment les autres conditions de service et de travail.»

**173.** La présente loi entre en vigueur le dixième jour suivant sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, à l'exception de l'article 55, qui entrera en vigueur le jour fixé pour la première élection générale tenue après l'entrée en vigueur de la présente loi.